

Dans la préface d'un recueil de ses textes politiques

## M. Rocard appelle les socialistes à retrouver une identité

M. Michel Rocard publie aux éditions du Seuil un nouveau recueil de textes politiques portant sur la période 1986-1989, intitulé « Un pays comme le nôtre » (1). Dans une préface de quatorze pages, le premier ministre dresse une sorte d'état du monde, de la France et du socialisme.

Après avoir noté que « les hommes, et les Français comme les autres, sont disponibles pour l'espoir », M. Rocard observe qu'« un espoir pour l'avenir ne saurait se limiter à un taux de croissance ». Comme « l'espoir s'use et les mots aussi », il ne suffit plus d'« accoler éternellement l'adjectif « nouveau » à tous les substantifs qui décrivent soit une forme d'organisation sociale, soit une procédure pour en changer ». C'est pourquoi « l'impression se répand (...) que ni la France ni ceux qui la gouvernent n'ont plus de grandes perspectives ».

Il y a là, pour le premier ministre, « un vaste paradoxe : la faculté de schématiser une espérance semble s'estomper dans la période même où s'esquisse, à travers des signes multiples, la perspective d'un monde apaisé, mieux régulé, accueillant un peu moins mal ses habitants ».

M. Rocard ajoute que la tâche qui attend notre pays « est considérable et digne de la France ». « Nous ne l'assumerons, explique le premier ministre, que si le pays retrouve une

*cohésion plus forte, une confiance plus grande dans sa capacité à traiter ses problèmes et à surmonter ses défis, qu'ils aient nom chômage, pouvoir d'achat, échec scolaire, délinquance, heurts entre communautés, inégalités excessives. »*

Pour le premier ministre, « c'est ici que la référence au compromis social, le gouvernement par le dialogue et la négociation plus que par le commandement administratif, le renforcement de la solidarité, l'action convergente des élus locaux et nationaux pour assurer la qualité du service public et celle de l'environnement sont décisifs. »

### « Sommes-nous vraiment la gauche ? »

Affirmant que « l'ambition » de la France appelle « un réveil, une mobilisation, l'émergence d'un vaste réseau d'hommes et de femmes convaincus », le premier ministre ajoute : « Seuls s'en écartent ceux pour qui les solutions de force ou d'exclusion sont les meilleures devant toute crise sociale ou politique. Mais les communistes en déshérence de projet, les démocrates chrétiens, radicaux, centristes ou gaullistes, conscients aujourd'hui de l'attachement des socialistes à la liberté et désireux d'affirmer l'orientation sociale de leurs options, et l'immense masse de ceux qui, jusqu'à présent, jugeaient l'action politique par trop dépourvue de hautes ambitions pour s'y associer, tous ceux-là ne peuvent pas ne pas sentir que l'aventure les concerne ».

M. Rocard fait aussi remarquer que c'est au sein du PS que s'est engagée « depuis 1982, depuis le refus d'une aventure économique solitaire de la France (...) la profonde et troublante mutation qui a conduit les socialistes à abandonner la vision d'une société principalement administrée par l'Etat ». Il reconnaît toutefois que ceux-ci sont aujourd'hui « incertains, peu sûrs d'eux-mêmes et parfois remplis de doutes sur les bonnes réponses aux situations qui se présentent ». « Le changement de vision centrale, continue M. Rocard, pour voté qu'il soit — unanimement — dans les congrès n'est sans doute

pas encore tout à fait assumé par tous ».

Pour le premier ministre, « si l'image ancienne (...) avait ses inconvénients, le principal étant celui de l'inefficacité économique et de l'incompatibilité avec le cadre international (...), elle avait aussi ses avantages ». Pour lui, le principal de ces avantages, était une identité très forte.

Evocant la nouvelle politique des socialistes au pouvoir, M. Rocard constate « que d'autres peuvent [la] rejoindre. Certaines frontières s'estompent ». Il a jouté immédiatement : « A l'inverse, les partenaires de longue date, les communistes, incommodes mais si bien installés à gauche, prennent leurs distances de manière croissante. La stratégie générale qui est maintenant celle des socialistes ne peut en aucun cas être la leur. Pour des raisons internes, car elle ne s'accommode pas de la démagogie et pour des raisons externes, car elle exclut la stratégie du socialisme dans un seul pays et vise au contraire à renforcer la place de la France dans l'Occident ». Constatant que, depuis la dernière guerre, les communistes s'étaient érigés « plus ou moins en conscience de la gauche », il remarque : « Il reste quelque chose de cette période ! Sommes-nous vraiment la gauche, si les communistes le nient ? »

M. Rocard affirme ensuite qu'il assume, pour son compte, le terme d'« action pragmatique », « Le conflit constitue le mode d'être de nos sociétés démocratiques ». Il reconnaît que cette situation est « un facteur de trouble [pour le PS] qui a pour fondement le débat, reconnaît la contradiction, mais aimerait ne faire qu'un avec son électorat ». Pour sa part, M. Rocard assure qu'il a su se « dépendre » de la « tradition qui donnait au parti le privilège de la vérité ».

Pour lui, c'est de cela que « découle ce qu'on a appelé la « méthode Rocard » : le dialogue comme outil, pour fonder solidement les réformes ; l'autonomie comme principe pour diffuser les responsabilités ; la durée comme exigence pour permettre d'assumer les changements sans violence sociale ».

(1) Le Seuil. Collection Points (Inédit politique).